



Organisation Internationale du Travail

**Accélérer l'action pour l'élimination du travail des
enfants dans les chaînes d'approvisionnement en
Afrique**

« ACCEL-Africa »

Termes de Référence

**RECRUTEMENT d'un prestataire de services financiers pour le Programme
d'appui aux moyens de subsistance des communautés productrices de
coton et des orpailleurs dans le cadre de la lutte contre le travail des
enfants dans les régions de Sikasso et de Kayes**

1. CONTEXTE GENERAL

Le travail des enfants, notamment le travail dangereux des enfants, est pratiqué dans les filières du coton et de l'orpaillage dans de nombreux pays à travers le monde. On le retrouve en particulier en Afrique et en Asie où les systèmes de production du coton et de l'orpaillage sont caractérisés par une forte intensité de main-d'œuvre et/ou par la prédominance des petites exploitations agricoles et des placers. Le travail des enfants dans les deux filières sus mentionnées se présente sous différentes formes et à différents stades de production. Comme dans la plupart des activités agricoles notamment dans la filière cotonnière et d'orpaillage, le travail des enfants est particulièrement difficile à aborder en raison de facteurs tels que le caractère saisonnier de la production agricole, les migrations, le manque de technologie, les risques liés aux lieux de travail, le manque d'accès aux écoles, les déficiences dans les contrôles et l'inspection du travail en zones rurales, mais aussi les comportements ancrés au sujet des rôles des enfants. Le travail des enfants porte non seulement atteinte aux droits de l'enfant, compromet leur niveau d'instruction et peut nuire à leur développement physique, mental et affectif ; il perpétue également le cycle de la pauvreté au sein des familles et des communautés.

Le projet Accélérer l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique (ACCEL AFRICA) cherche à appuyer les travailleurs et les producteurs aux niveaux les plus bas de la chaîne d'approvisionnement pour qu'ils reçoivent une aide leur permettant de diversifier et améliorer leurs moyens de subsistance, en accordant une attention particulière aux femmes. Les principales activités seront de renforcer les moyens d'existence des familles vulnérables au Mali et de les sensibiliser par rapport au travail des enfants, dans les zones de production du coton (région de Sikasso) et d'orpaillage (région de Kayes), afin de faire émerger un changement positif dans le comportement des populations.

Les activités seront réalisées à travers quatre (04) composantes majeures, à savoir :

Composante 1 : Etude des systèmes de marchés dans le cadre de la promotion des moyens de subsistance alternatifs et durables des acteurs des filières coton et de l'orpaillage. L'objectif global de cette étude est de mener une analyse des systèmes de marché qui consiste en deux analyses distinctes mais interconnectées : (i) Une analyse socio-économique, environnementale et du contexte d'une part ; (ii) une étude de marché et de chaîne de valeur d'autre part.

Composante 2 : Identification et sélection des ménages vulnérables et à risque ainsi que des AGR porteuses. (i) Informer, sensibiliser les ménages sur les objectifs, la stratégie du projet, les critères de sélection des ménages bénéficiaires ; (ii) Sélectionner les ménages Bénéficiaires ; (iii) Evaluer les capacités des ménages bénéficiaires dans la conduite des AGR ; (iv) Identification des AGR porteuses avec les bénéficiaires

Composante 3 : Renforcement des capacités opérationnelles des ménages bénéficiaires dans la mise en œuvre des AGR. (i) Renforcer les capacités des bénéficiaires sur la tenue des outils de gestion et de décision efficaces sur les AGR ; (ii) Renforcer les capacités techniques sur les AGR et certaines thématiques comme Education financière et numérique, Education climatique et environnementale, Education nutritionnelle, Genre et Egalité des sexes, Jeunes et Inclusion sociale, etc. (iii) Doter les bénéficiaires de KIT (moyens matériels et financiers nécessaires) pour le démarrage et/ou le renforcement de leur nouvelle activité génératrice de revenus ; (iv) Organiser des visites d'échanges entre les bénéficiaires des AGR.

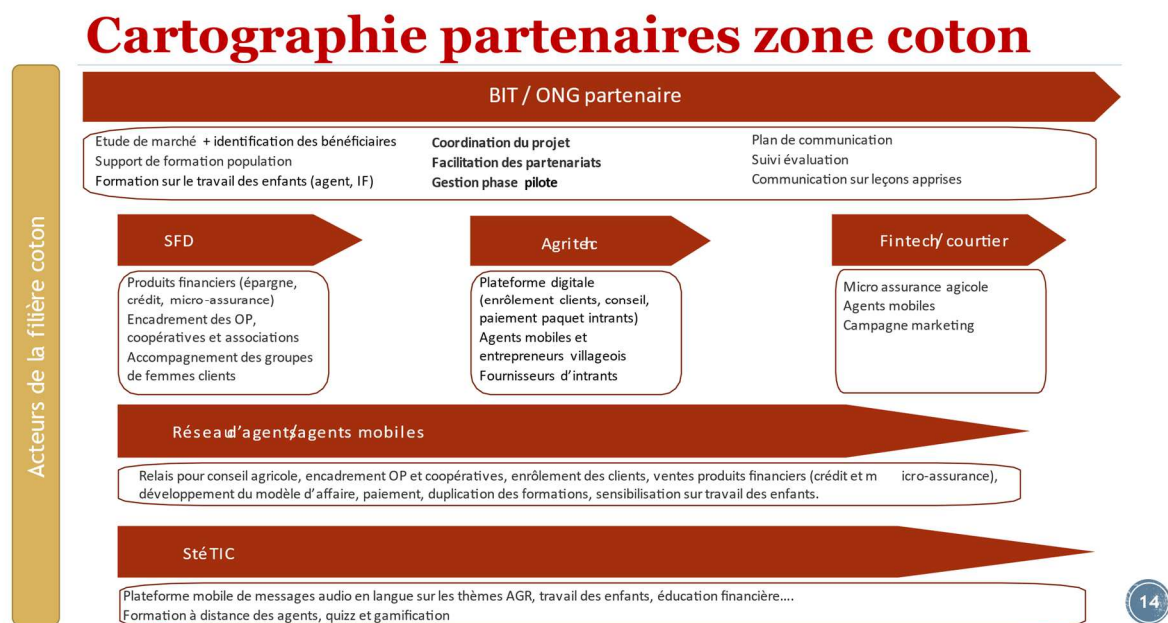
Composante 4 : Mise en place et/ou renforcement d'un dispositif pérenne d'accompagnement des ménages vulnérables ou à risque dans les AGR. (i) Renforcer les capacités des bénéficiaires dans la

gestion institutionnelle et organisationnelle : alphabétisation et post-alphabétisation sur les thèmes de gouvernance, gestion des ressources financières, leadership féminin et jeunes ; (ii) Identifier, sélectionner, former et coacher les relais ; (iii) **Informé, sensibiliser les bénéficiaires des AGR sur les avantages, les produits et les services des institutions de microfinances IMF** ; (iv) **Mettre en relation les bénéficiaires des AGR avec les IMF** ; (v) Suivre et évaluer les activités AGR des bénéficiaires en lien avec la scolarisation et la réussite scolaire des enfants et surtout des jeunes filles à l'école.

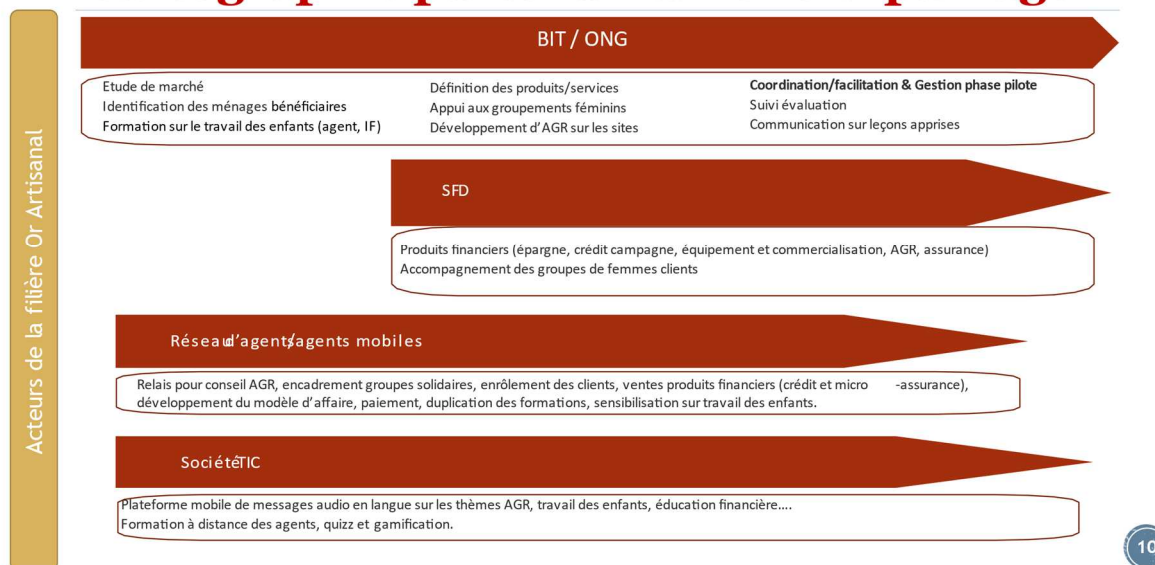
2. APPROCHE GLOBAL DU PROJET

Le volet financement social du projet ACCEL vise à identifier les prestataires (financiers et non financiers) qui offrent des services ayant le potentiel d'**améliorer les moyens de subsistance** des petits exploitants agricoles et orpailleurs et par ce biais de s'attaquer aux causes profondes du travail des enfants (pauvreté, vulnérabilité, besoin de main d'œuvre).

Une étude a été réalisée en début d'année pour **cartographier les prestataires** avec lesquels le BIT pourrait s'associer afin de développer des services financiers et non financiers innovants qui adressent les causes profondes du travail des enfants plus spécifiquement dans les chaînes de valeur Coton (région de Sikasso) et Or artisanal (région de Kayes).



Cartographie partenaires zone orpaillage



L'approche développée par ACCEL est basée sur une approche marché dans laquelle l'intervention cible des partenaires du secteur privé et les appuie pour les amener à investir sur un nouveau marché, nouvelle zone, nouveau service tout en évitant de créer des distorsions du marché. Dans ce cadre, chaque acteur doit jouer son rôle et prendre les décisions qui lui reviennent en tant qu'expert de son domaine d'intervention. L'ONG qui appuiera le BIT dans la mise en œuvre des activités n'a de ce fait qu'un rôle d'encadrement, de facilitation et de transmission des compétences tout en stimulant le marché à développer des modèles d'affaire qui permettent de créer des partenariats gagnant- gagnant et d'intéresser les acteurs sur le long terme.

Les principales recommandations issues de l'étude sont :

- Cibler les **femmes** qui sont plus sensible au bien-être de la famille et sont plus concernées par l'éducation des enfants.
- Concentrer les différentes actions du projet et des partenaires sur les mêmes bénéficiaires avec la **même approche marché** pour avoir plus d'impact.
- Identifier de préférence des **groupes existants** et déjà matures (groupes solidaires, groupes d'épargne, coopératives, OP, associations) qui peuvent rapidement être mis en relation avec les Services Financiers Décentralisé (SFD).
- Si nécessaire organiser les bénéficiaires en groupe selon les **méthodologies déjà rodées** par les partenaires
- L'approche utilisée doit être **centrée sur l'humain (Human Center Design)** pour assurer des changements de comportement sur le long terme et ainsi mettre les populations au centre de l'action afin qu'elles deviennent les acteurs du changement.
- Les crédits ne doivent pas être vu comme un don par le bénéficiaire mais comme un **prêt à rembourser** conformément aux conditions de marché afin d'assurer la durabilité de la solution.

C'est dans ce cadre que le projet ACCEL AFRICA prévoit de collaborer avec des institutions financières capable de proposer aux bénéficiaires d'AGR et aux producteurs agricoles des produits et services financiers adaptés et évolutifs.

3. MANDAT DU PARTENAIRE

Au travers de la composante 4 du projet, le BIT cherche à pérenniser les AGR des ménages ciblés par le projet à travers leur inclusion financière. Cela implique une meilleure connaissance des produits et services financiers existant par les ménages (y compris l'assurance et les produits numériques), le développement de produits innovants et une mise en relation avec une ou plusieurs institutions financières de la place.

Le ménage cible idéal est un ménage vulnérable dont l'enfant est inscrit dans un centre d'apprentissage du projet, l'homme appartient à une coopérative agricole ou une association d'orpailleur, la femme appartient à un groupe d'épargne et exerce une AGR.

La phase pilote du projet concernera **20 sites** choisis parmi 40 villages (voir liste en annexe 1), **500 bénéficiaires** qui seront appuyés au niveau de leurs AGR dans 4 domaines d'activités préalablement identifiés et se déroulera jusqu'en août 2022.

Les interventions du projet concerneront l'appui technique et financier des institutions financières au Mali qui s'aligneront sur les principes suivants :

- i) des clients actifs dans la zone du projet (cercles de Sikasso, Bougouni et Keniéba) ;
- ii) une volonté d'adresser les besoins financiers des ménages vulnérables en milieu rural ;
- iii) une compréhension, par les agents de l'IF, des filières agricoles dans lesquelles les populations rurales de ces zones évoluent ;
- iv) une méthodologie existante axée sur le groupe ;
- v) la capacité de l'IF à évaluer et financer les activités génératrices de revenu ;
- vi) la disponibilité de ressources financières suffisantes pour répondre à la demande de crédit générée par cette nouvelle clientèle.

Les résultats attendus sont :

- i) meilleure connaissance des produits et services financiers existant par les ménages
- ii) commercialisation de nouveaux produits combinant épargne, crédit et/ou micro assurance agricole
- iii) ouverture de compte d'épargne auprès d'un SFD (90% des ménages)
- iv) accompagnement des groupes de femmes dans la gestion de leur argent (80%)
- v) meilleure connaissance des AGR par les SFD (risques, besoins, calendrier, ...)
- vi) sensibilisation des SFD quant aux enjeux concernant le travail des enfants
- vii) dossier de demandes de crédit déposé auprès d'un SFD (50% des ménages)
- viii) sensibilisation et adoption de la micro assurance agricole (50% des producteurs de céréales)

Livrables attendus :

Livrable 1

- rapport analyse des besoins des bénéficiaires et critères d'éligibilité
- fiche descriptive des produits adaptés à la cible
- plan de communication et sensibilisation sur les nouveaux produits

- plan de commercialisation et enrôlement aux nouveaux produits

Livrable 2

- liste des bénéficiaires souscrits aux nouveaux produits, désagrégué par genre
- Liste des Key Performance Indicators (KPI) pour le suivi des activités

Livrable 3

- rapports d'activités trimestriels et de suivi des activités
- rapports d'activités trimestriels

Livrable 4

- Rapport contenant des recommandations pour la réplique du modèle et mise à l'échelle

4. APPUI TECHNIQUE ET FINANCIER DU PROJET

Les appuis techniques du projet peuvent être liés au :

- développement de nouveaux produits ou services financiers
- adaptation de produits et services financiers existant
- couverture de nouveaux villages de la zone d'intervention
- connaissance des ménages ciblés et des activités agricoles appuyées par le projet
- partenariat avec des fintech, assurtech, agritech, opérateur mobile money

Les dépenses éligibles pourront être, de manière non exhaustive : frais de déplacement lié aux missions sur site, per diem, % dégressif de salaire en cas de recrutement, frais de transport, frais de formation, frais de consultation.

Les activités demandées en financement devront clairement apparaître dans un plan d'action détaillé sur la durée du contrat.

5. DUREE

L'action s'étalera sur une durée totale de 12 mois allant de septembre 2021 à août 2022.

Livrable 1, avant le 30 novembre 2021

Livrable 2, avant le 28 février 2022

Livrable 3, avant le 31 mai 2022

Livrable 4, avant le 31 août 2022

Ce plan d'action sera revu avec le prestataire sélectionné.

6. QUALIFICATION ET EXPERIENCE REQUISE

L'appel d'offre sera ouvert à l'ensemble des IF agréées au Mali, et qui répondront aux critères suivants :

1. Statut légal (critères exclusifs)

- a) L'institution financière doit être **agréée et être en conformité avec la loi**.
- b) L'institution financière doit pouvoir prouver **au minimum deux années d'activité**.

2. Capacité de gestion

- a) L'institution financière doit couvrir au moins **80% des villages listés en annexe 1** soit via une présence physique soit via un réseau d'agent.
- b) L'institution financière doit avoir dans son portefeuille une **part importante de clients actifs ruraux** (groupes VSLA/AVEC, GCS, petits exploitants agricoles, coopératives, ...).
- c) L'institution financière doit déjà avoir des **produits destinés aux agriculteurs et/ou aux AGR des femmes** (crédits individuels et groupes, épargne individuel et groupe, micro-assurance agricole).

3. Motivation

- a) L'institution financière doit avoir la **capacité de développer des services financiers innovants** qui répondent aux besoins spécifiques des ménages ruraux à faibles revenus et des petits exploitants agricoles, avec une attention particulière pour les femmes. La priorité est accordée aux services d'assurance liés aux activités agricoles (production céréalière), aux crédits AGR pour les groupes de femmes et aux produits d'épargne.
- b) L'institution financière doit apporter des arguments prouvant leur capacité de **développer ou utiliser des outils et des canaux de distribution innovants, de créer des partenariats** pour faciliter l'accès et l'utilisation des produits et services financiers qui peuvent ainsi contribuer à l'amélioration de l'inclusion financière au Mali.

7. PRINCIPAUX CRITERES DE SELECTION

L'institution financière qui ne remplit pas les exigences au niveau du statut légal est exclu du processus d'évaluation.

7. 1 Evaluation Technique

- | | | |
|------|--|------------|
| i) | Couverture géographique (80% des villages cibles) | 0-30 pts |
| a. | Plus de 80% des villages cibles couverts | 25-30 pts |
| b. | Entre 60% et 80% des villages couverts | 15-25 pts |
| c. | Moins de 60% des villages couverts | Max 15 pts |
| ii) | Expérience en clientèle rurale et produits agricoles | 0-20 pts |
| a. | Plus de 50% de la clientèle est rurale | max 5 pts |
| b. | Existence de produits de crédits ou micro-assurance agricole | max 10 pts |
| c. | Enquête de satisfaction, suivi-évaluation ou impact | max 5 pts |
| iii) | Expérience avec les femmes et groupes de femmes | 0-20 pts |
| a. | Plus de 50% de la clientèle est féminine | max 10 pts |
| b. | Existence de produits groupe (AVEC, coopérative, GIE, ...) | max 10 pts |
| iv) | Capacité d'innovation et de partenariat | 0-15 pts |
| a. | Partenariat avec des opérateurs mobile money | max 5 pts |

	b. Partenariat avec des Fintech ou Agritech	max 5 pts
	c. Existence d'une solution digitale	max 5 pts
v)	Motivation et plan d'action	0-15 pts
	a. Plan d'affaire ou stratégie de développement de l'IF	max 5 pts
	b. Plan d'action proposé	max 10 pts

Les propositions techniques devront recueillir une note minimale de 70 points sur 100 points.

7.2 Evaluation financière

Le nombre maximum de points que peut obtenir la composante financière d'une proposition est 100 points. Ce nombre maximum de points sera attribué à la proposition dont la composante financière offre le prix le plus bas. Les composantes financières des autres propositions recevront des points en proportion inverse conformément à la formule suivante :

Nombre de points composante financière = [Nombre maximum de points] x [Prix le plus bas] / [Prix de la proposition qui est évaluée]

7.3 Evaluation finale

Le score total pour chaque soumissionnaire ayant vu sa proposition technique retenue (>70 points) sera calculé selon formule suivante : Score final = (note technique X 70%) + (note financière X 30%)

8. MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements seront faits selon une périodicité de 3 mois, sur demande de l'IF en fonction de la réalisation des activités prévues dans le plan d'action et sur présentation des justificatifs.

9. APPLICATIONS

Les offres seront soumises conformément à la procédure d'appel d'offre qui accompagne le TdR